

## Agriculture, territoire et développement



Images : Fotolia © et FERT

### **Pour des agriculteurs, acteurs de leur développement**

**Entretien avec Michel Mollard**

Par Thibaut Caillère, chargé de missions de Sol et Civilisation

3

### **Développement agricole et territoire, l'expérience de Voskopojë**

Par Jean-Charles Derongs, chargé de projets de FERT

6

### **Sur l'ensemble des territoires européens : une agriculture durable**

Par Christophe Grison, Président de FARRE

9

### **Retour sur un débat Sol et Civilisation et AIMVER : " Faut-il encore défendre la ruralité ? "**

Synthèse des propos par Philippe Ballan, Président de l'AIMVER, et Yves Egal, agronome écologue, membre de l'AIMVER

12



*Michel LEDRU, président de Sol et Civilisation*

**L**es Assises de Sol et Civilisation sont maintenant proches et auront lieu le 7 octobre 2010 à la Fédération Nationale du Crédit Agricole à Paris. Nous y reviendrons sur la question des territoires comme espace stratégique pour aujourd'hui et demain. Force est de constater que nous vivons dans un monde en crise qui peine à trouver des solutions pérennes, et ce malgré les immenses efforts déployés et les moyens consentis. Chacun est conscient qu'il faut ainsi davantage inventer, innover, tester de nouvelles pistes et repenser la question de notre développement.

C'est, en quelque sorte, ce que nous nous proposons de faire en nous interrogeant précisément sur l'intérêt d'une voie territoriale réaliste et point d'équilibre entre le tout local, protecteur mais sclérosant, et le tout mondial, asphyxiant. Cette voie territoriale n'est pas nouvelle, nous en avons souvent fait écho dans nos colonnes. L'occasion nous sera donnée d'en saisir de nouveau toute l'acuité. Je vous invite à participer à ce débat avec de nombreuses personnalités qui viendront nous livrer leurs analyses et leurs témoignages. Nous avons également le plaisir d'accueillir comme grand témoin Jean-Marie Sander, Président du Crédit Agricole.

Avant d'ouvrir le débat, je vous propose de compléter le thème développé dans notre précédent numéro, « Vers une société gestionnaire du vivant », en nous interrogeant sur la relation entre développement agricole et territoire, et ce en ouvrant sur des contextes étrangers, et de revenir par ailleurs sur un débat que nous avons organisé avec l'Association de Mise en Valeur de l'Espace Rural (AIMVER) à propos de la ruralité, où sont intervenus Bertrand Hervieu (sociologue), Bernard Marchand (urbaniste) et Jean-Claude Bontron (agronome).

Je vous souhaite une bonne lecture et vous donne donc rendez-vous le 7 octobre aux 19<sup>èmes</sup> Assises de Sol et Civilisation.

# Pour des agriculteurs, acteurs de leur développement

Entretien avec Michel Mollard, ancien directeur de l'association FERT

par Thibaut Caillère, chargé de missions de Sol et Civilisation

Nous avons sollicité Michel Mollard pour revenir sur les questions de développement agricole et du lien entre agriculture et territoires dans les pays en développement. Ces réflexions sont basées sur une longue expérience avec FERT, agri-agence soutenue par le Groupe Céréalières.

Entretien sur l'accompagnement du développement agricole dans les pays émergents.

**« Le développement agricole, c'est d'abord rendre l'agriculteur sujet de son action, ambition qui l'invite naturellement à la rencontre des autres acteurs du territoire »**

**A**vant l'organisation, il y a la mobilisation des agriculteurs eux-mêmes, c'est-à-dire la prise de conscience des capacités de progrès qu'ils peuvent opérer et de l'intérêt qu'ils ont à se mettre ensemble pour y accéder. Cette approche, qui consiste à les encourager à s'organiser, les mobilise sur leur propre territoire, parce qu'ils vont aller à la rencontre d'autres acteurs, eux-mêmes agriculteurs de ce territoire. Dans cette mobilisation il y a donc déjà une notion de démarche commune, sur un territoire donné, avec les autres agriculteurs.



Crédit photo : FERT

**« Le développement agricole, c'est également l'organisation des agriculteurs pour gérer les relations nécessaires à leurs besoins »**

Je ne peux raisonner qu'en m'appuyant sur l'expérience développée au sein de FERT, la plus complète à ce titre est celle de Madagascar. Le développement agricole tel qu'on l'évoque

avec les paysans des pays en développement débouche tôt ou tard sur une mise en relation entre les agriculteurs et leur territoire. Notre idée de base est que les agriculteurs, pour agir et acquérir un certain pouvoir aussi bien économique que technique, ont besoin de s'organiser. Or, à partir du moment où la création d'organisations est facilitée, la mise en relation avec les autres acteurs du territoire dans lequel ils se trouvent est favorisée car ils s'organisent pour accéder à des services auxquels ils n'avaient pas accès jusqu'alors.

Pour accéder à ces services, deux moyens se présentent :

- la prise en charge intégrale d'un service qui n'existe pas ;
- la capacité de négociation avec des fournisseurs de services qui existent déjà. Ces fournisseurs sont souvent des acteurs locaux implantés sur le territoire des agriculteurs, mais aussi parfois des acteurs régionaux et nationaux avec lesquels il faut apprendre à en gérer la diffusion.

**« Trois formes d'animation servant le développement agricole et territorial »**

« Dans des pays où il existe peu de choses, ne serait-ce qu'en matière d'organisation, de formation des agriculteurs, le travail amorcé dans le cadre de FERT s'articule autour de trois types d'animation. Pour faire émerger ces groupes d'agriculteurs qui vont construire des organisations, il y a une animation « fécondante » qui cherchera à favoriser la réflexion et le travail en commun. Ensuite, intervient l'animation « constructive » des organisations. Enfin, il y a l'animation qu'on pourrait qualifier d'« entretien », pour entretenir la

flamme et aider à gérer ce qui est construit. Finalement, ce dispositif d'animation conduit aussi à faire évoluer les individus. Comme cela s'est souvent révélé, ceux qui expriment leur qualité de leader débordent largement du cadre dans lequel ils ont évolué et appliquent leurs compétences à d'autres choses. Ceci a une incidence sur le territoire puisqu'en général c'est bien souvent pour prendre des rôles de leader dans le développement territorial.

**« Construire son histoire aujourd'hui, c'est se préparer aux responsabilités de demain »**

Un des éléments fondamentaux qui a existé en France et qu'on ne retrouve rarement dans le monde, est l'équivalent d'un mouvement tel que la JAC, Jeunesse Agricole Chrétienne. En effet, notre approche consiste à demander aux individus de prendre des responsabilités et en particulier les agriculteurs à qui l'on demande un engagement personnel. Au-delà des prédispositions personnelles, il est clair qu'il faut aussi un environnement intellectuel, un mouvement de pensée confortant les personnes, qui les entraîne et leur donne la force d'assumer ce rôle. On voit que ce mouvement de pensée qui conforte bien l'engagement manque souvent cruellement dans les pays où l'on intervient.



Crédit photo : FERT

**« L'agriculteur, sujet de son action »**

L'essence même de notre démarche consiste à proposer aux personnes de s'interroger sur leurs propres situations. Cependant, nous sommes confrontés à un problème majeur. Il concerne le mode de financement des grands bailleurs de fonds, qui trouve d'abord sa justification dans la conduite de projets pouvant parfois être assez éloignés des problèmes effectivement vécus par les agriculteurs.

Nous cherchons justement à emmener les acteurs à s'interroger sur leurs propres problèmes. Ceci paraît anodin, mais c'est un premier stade indispensable où ils se rendent compte que le voisin,

et aussi parfois les autres acteurs du territoire, rencontrent le même type de problème qu'eux. Bien qu'ils le sentent au quotidien, ce n'est pas pour autant mis en évidence. Face à un même type de problème, chacun d'entre eux a aussi une idée ou un morceau de solution, mais personne n'a la solution complète. En fusionnant l'ensemble, les agriculteurs réalisent qu'ils peuvent eux-mêmes être émetteurs de solutions.

En conséquence, les solutions trouvées sont très solides, car elles sont le fruit de leurs propres réflexions. Ils les ont portées, il n'y a donc pas besoin d'appropriation. Ils en sont par définition propriétaires. C'est important, car tous ces mots, on les retrouve dans le vocabulaire du développement : « faire approprier par les paysans un certaine technique ou une telle solution », « conscientiser », « sensibiliser », « appuyer », etc.

**Je crois que l'essence de notre engagement repose sur deux questions :  
Quels sont vos problèmes ?  
Quelles solutions voyez-vous ?**

Ce cap est très important pour maintenir l'agriculteur acteur et sujet de sa propre action, pour qu'il soit l'objet actif d'un projet. Finalement, nos connaissances ne sont utiles qu'à partir du moment où, dans la discussion, on en arrive à l'affirmation suivante : « Voilà ce qu'il faudrait qu'on fasse. Il faudrait qu'on monte tel projet mais on n'a pas les moyens et on

ne sait pas comment faire ». C'est alors qu'on peut intervenir avec la position suivante : « Si vous décidez de faire ça, si vous pensez que c'est faisable et que ça peut résoudre le problème ... dans ce cas, on peut vous aider à le réaliser ». Notre métier consiste alors à injecter de la connaissance et de l'aide à la réflexion. C'est donc une posture d'écoute qui n'exclue pas qu'on apporte des éléments de réponse, au contraire. Toutefois, il ne faut pas confondre le conseil et la transformation du sujet en objet.

**« Des enseignements sur les sens du développement agricole, mais aussi des perspectives pour l'avenir »**

« Si l'on cherche à tirer quelques enseignements sur notre propre développement agricole en France, je dirais qu'il faut d'abord écouter les acteurs agricoles eux-mêmes. Cette posture suppose qu'on puisse leur apporter des éléments de réponse, mais il faut être d'abord à leur écoute. Au cours des 25 dernières années, certains responsables agricoles français m'ont d'ailleurs témoigné leur intérêt vis-à-vis de nos approches et nos méthodes, qui souvent mériteraient d'être mises à jour dans nos structures d'appui ou de conseil agricole. Par ailleurs, force est de constater que l'implication des dirigeants agricoles français est allée croissante depuis la création de FERT.



Credit photo : FERT

Ensuite, je verrais trois grands projets d'enseignements :

Le premier concerne l'intérêt de la dynamique collective pour trouver des solutions pérennes. Le territoire, notamment par la proximité, est souvent un creuset essentiel de l'engagement qu'un certain nombre d'agriculteurs ont connu. Or, aujourd'hui on constate un certain affaiblissement apparent des valeurs de solidarité et de mutualisme. Il faut bien reconnaître que les agriculteurs ont de moins en moins de temps à consacrer à autre chose qu'à leur exploitation. A ce titre, j'ai donc l'impression qu'en France nos démarches sont source d'enseignements pour ces acteurs.

Le deuxième sujet porte sur la dynamique de l'engagement individuel dans le collectif. L'animation m'apparaît essentielle, parce qu'elle stimule ou maintient cette dynamique. Cela fait écho aux difficultés du monde coopératif en France. J'ai le sentiment paradoxal que les

structures existantes sont fragilisées auprès de leurs adhérents, alors que ces derniers expriment dans le même temps un désir coopératif, notamment en recréant des formes coopératives à des échelles plus petites. En tout cas j'ai constaté cela il y a quelques années.

Le troisième concerne enfin la relation des agriculteurs aux autres acteurs du territoire. L'agriculture doit toujours être partie prenante des autres enjeux de territoire. Cette question est particulièrement d'actualité chez nous aujourd'hui. ■

**FERT** est une association de coopération internationale créée en 1981 par la volonté de responsables de la filière céréalière et de diverses personnalités préoccupées par les problèmes agroalimentaires des pays en développement.

FERT promeut la création par les agriculteurs d'organisations leur permettant d'apporter des solutions durables aux problèmes qu'ils rencontrent dans l'exercice de leur métier et la défense de leurs intérêts. Ainsi, FERT conduit dans 12 pays une vingtaine d'actions de terrain dans des secteurs d'activités les plus divers : financement de l'agriculture, organisation des filières, services aux agriculteurs, représentation professionnelle, entre autres.

FERT est, par ailleurs, membre de l'association Sol et Civilisation.

Pour en savoir plus : [www.fert.fr](http://www.fert.fr)

# Développement agricole et territoire, l'expérience de Voskopojë

par Jean-Charles Derongs, chargé de projets de l'association FERT

Afin d'illustrer le lien entre développement agricole et développement territorial ainsi que le poids essentiel des acteurs locaux dans cette dynamique que nous évoquons avec Michel Mollard, nous avons proposé à Jean-Charles Derongs de présenter l'expérience menée actuellement par FERT avec d'autres partenaires sur la commune de Voskopojë, en Albanie.

L'Albanie émerge de 45 ans d'un régime marqué notamment par la centralisation des décisions et le poids des institutions. Les politiques récentes, plus libérales, ont permis une relance globale de l'économie albanaise qui touche essentiellement les villes, notamment la capitale Tirana. C'est un pays qui, encore à ce jour, est en pleine transition économique, sociale et politique.

L'Etat central cherche à conduire une politique de décentralisation qui a pour objet, entre autres, de susciter l'initiative locale. Il s'agit, en particulier, de soutenir la relance de l'économie territoriale pour contenir l'exode rural que génèrent ces évolutions. Ce processus de décentralisation se structure autour de « plans stratégiques » élaborés au niveau des conseils régionaux, qui ont notamment pour mission de renforcer la vie économique et sociale dans les communes de leurs circonscriptions.

## La commune de Voskopojë fait partie de ces communes rurales qui malgré un potentiel indéniable voit ses jeunes se tourner vers l'émigration

Voskopojë est une commune de 2 700 habitants de moyenne montagne (1 200 mètres) au sud de l'Albanie (district de Korça). Elle comprend cinq villages, dont celui de Voskopojë, qui lui a donné son nom. L'économie est essentiellement agricole, avec 680 exploitations pour 683 familles. Plusieurs hôtels, chambres d'hôtes et restaurants proposent le gîte et le couvert aux touristes qui viennent profiter de la montagne ou visiter la « Sixtine » des Balkans. En effet, Voskopojë est un haut lieu du patrimoine historique et archéologique albanaise, mais ce patrimoine a généré peu de retombées sur l'activité économique locale.

Voskopojë demeure une commune pauvre et, pour ses habitants, elle apparaît sans avenir,



## Une agriculture de montagne, une agriculture de terroir basée sur l'élevage et l'arboriculture

Tous les habitants de Voskopojë sont d'abord des agriculteurs. Ils pratiquent une agriculture de subsistance qui a pour premier objet d'assurer la nourriture de la famille.

La plupart des surfaces sont destinées à l'alimentation fourragère (2 500 ha) d'un cheptel de plus de 4 000 ovins et 500 bovins, principalement destiné à la production de viande et, de manière plus marginale, de fromage.

Les autres productions significatives sont les céréales (200 ha), les pommes de terre (50 ha) et l'arboriculture (50 ha majoritairement en prunes).

Ces productions, auxquelles s'ajoutent le miel (500 ruches) et quelques truites d'élevage, sont reconnues dans toute la région, et même à la capitale, pour leurs qualités attachées à cet espace naturel et préservé que beaucoup d'albanais connaissent.

d'où l'exode rural qui touche de très nombreux jeunes.

### **Afin de stopper cette mort lente, le conseil municipal décide au printemps 2005 d'élaborer le « plan stratégique de développement » de la commune**

Cette décision est l'aboutissement d'une série de discussions avec l'association Patrimoine Sans Frontière (PSF), qui conduisait depuis plusieurs années des travaux de restauration sur les églises du village, et FERT menant un programme de soutien aux initiatives agricoles dans les zones de montagne.

Voskopojë était l'objet de plusieurs projets construits sans véritable concertation avec les acteurs locaux. La collectivité de Voskopojë, par la voix de ses élus, a souhaité proposer aux habitants de construire avec eux une stratégie de développement dont ils seraient les principaux protagonistes.



Crédit photo : FERT

Avec l'appui méthodologique de Sol et Civilisation, FERT, son partenaire local, l'Association de Développement Agricole du district de Dibra (ADAD) et PSF ont ainsi mené de nombreuses auditions et relevé plusieurs axes stratégiques de développement touchant, entre autres, les thématiques de développement agricole et touristique, de mise en valeur du patrimoine naturel et historique, d'amélioration des infrastructures, de préservation de l'environnement mais aussi du renforcement des activités artisanales.

Chaque thématique a été abordée de la façon suivante :

- Caractérisation de la situation initiale et problèmes répertoriés
  - Élaboration d'objectifs détaillés et des voies de changement
  - Élaboration d'une liste d'actions avec les modalités et conditions de mise en œuvre
- La démarche a nécessité une forte mobilisation

des habitants, qui ont manifesté de fortes attentes mais qui se sont également engagés sur un certain nombre de points concrets. Les autorités régionales et nationales, ainsi que d'autres parties prenantes, ont été également invitées à apporter leurs visions et leurs avis. Un plan stratégique de développement pluriannuel pour le territoire, validé par tous, a conclu ce travail en 2006.

### **Aider une société agricole et rurale à développer son projet de territoire**

Une fois le plan stratégique et de développement élaboré, il a fallu rechercher les finance-

ments pour accompagner les actions et le processus de leur mise en œuvre. Le projet « Mise en œuvre du plan stratégique de développement durable et intégré de la Commune de Voskopojë » a été accepté par la Délégation de la Commission Européenne en 2007.

Celui-ci est focalisé sur l'amélioration des conditions de revenu dans les deux piliers de l'économie locale : l'agriculture, qui rassemble l'essentiel des valeurs et des savoir-faire du territoire, et le tourisme, qui constitue une opportunité majeure de développement. Il a aussi pour objet de favoriser la structuration des acteurs et du territoire, de mettre en place une capacité d'action et de gestion autonome et, enfin, de capitaliser et d'étendre la démarche aux autres secteurs de la commune et à d'autres territoires de la région de Korça.

Depuis 2008, deux animateurs de terrain accompagnent tout un faisceau d'initiatives de groupes ou plus individuelles qui sont élaborées ou consolidées au niveau de groupes thématiques (éleveurs, arboriculteurs, artisans) ; un organe de concertation-délibération (le Groupe d'Appui), composé de représentants de ces différents groupes thématiques a, lui, pour missions de hiérarchiser les propositions et suggérer des actions transversales à l'échelle de la commune.



Crédit photo : FERT

**Les premiers résultats sont là, mais il reste maintenant à enrichir et à consolider la dynamique, un travail de longue haleine basé sur l'animation**

Certains résultats sont déjà significatifs :

- doublement des surfaces en verger,
- doublement du nombre de ruches,
- achat et gestion d'un équipement en commun,
- développement d'une production artisanale, signalétique et création d'un guide pour favoriser la venue et l'information des touristes.

L'impact de ces résultats sur le revenu des habitants et sur l'économie locale est perceptible.

Sur le plan organisationnel, certains groupes ont déjà atteint un point de non retour et assumeront à l'avenir des fonctions importantes au service de leurs membres mais la dynamique, c'est-à-dire cet engagement des uns et des autres à réfléchir, décider et agir ensemble à l'échelle d'un territoire, reste fragile. Fragile parce que ces groupes structurés sont encore trop peu nombreux ; fragile parce que la capacité de proposition reste encore faible ; fragile, enfin, parce que le contexte institutionnel n'est toujours pas sur ces logiques. L'accès au financement et aux autres fonds de développement n'est généralement pas structuré pour répondre au projet intégré de territoire.

La fonction d'animation assumée par toute l'équipe s'attache aujourd'hui à minimiser ces fragilités en provoquant rencontres et dialogues, en suscitant et en accompagnant des stratégies concertées, des projets individuels et communs.

Après avoir contribué à susciter l'engagement de chacun, cette animation a déjà permis de relayer la dynamique collective vers des solutions plus pérennes. Ce dispositif devrait contri-

buer à favoriser les conditions d'un projet de territoire et permettre aux acteurs de créer leurs propres capacités de prise en charge. ■

**La position actuelle de Voskopojë ne reflète pas la réalité historique de la ville**

Voskopojë a été au XVIII<sup>e</sup> siècle une des plus grandes cités des Balkans, après Constantinople. Centre florissant pour les lettres et les arts, avec la création d'une des premières imprimeries des Balkans, d'une université et d'une bibliothèque, elle était trois fois plus peuplée qu'Athènes à cette époque, avec pas moins de 30 000 habitants.

Carrefour et dépôts sur les voies de commerce, reliant la République de Venise, alors à son apogée, et Constantinople, elle était sous domination ottomane mais demeurait néanmoins une enclave chrétienne de rite orthodoxe grec, avec une population majoritairement « aroumaine ».

La ville connut cependant plusieurs raids ottomans et fut le théâtre de luttes intestines, qui la firent sombrer progressivement dans l'oubli. Durement éprouvée par les deux guerres mondiales du XX<sup>e</sup> siècle, elle ne conserve de sa grandeur passée que ses églises orthodoxes, dont la « Sixtine des Balkans »<sup>1</sup> avec ses peintures murales réalisées par les grands maîtres néo-byzantins des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, ses rues pavées et son site naturel remarquable.

<sup>1</sup> Voir notamment l'ouvrage « Sixtine des Balkans-Peintures de l'église Saint-Athanase à Voskopojë » Somogy (Editions d'Art, 2008).

# Sur l'ensemble des territoires européens : une agriculture durable

par Christophe Grison, Président de FARRE

**Le Forum pour l'Agriculture Raisonnée Respectueuse de l'Environnement (FARRE) a toujours cherché à démontrer par la preuve la forte imbrication des intérêts agricoles, environnementaux et sociétaux. Ce travail engagé auprès du grand public, des élus et des professionnels agricoles a conduit le Réseau à se structurer au niveau international. Prolongement européen du Réseau FARRE, l'EISA (European Initiative for Sustainable Development in Agriculture) est une jeune structure originale qui se veut fédératrice des bonnes volontés européennes pour démontrer l'existence de cette création de valeur par une gestion intelligente du vivant par les agriculteurs.**

Pendant des années l'agriculture a été le noyau central de la vie et de la dynamique des territoires ruraux. Qu'il s'agisse du travail, du commerce, mais aussi de la vie du village, l'agriculture tenait une place prépondérante dans l'organisation locale des territoires. Puis, les communes rurales ont souffert du développement et de l'attractivité des villes ; elles ont alors vu leur solde migratoire devenir négatif. Mais depuis ces deux dernières décennies, le mythe de la désertification des campagnes est en train de s'ébranler sur une grande partie du territoire.

En effet, la tendance actuelle est au retour des urbains à la campagne. Certaines communes rurales en périphérie des grandes villes voire beaucoup plus loin, voient ainsi leur population exploser, population qui d'ailleurs n'a plus les mêmes attentes, ni les mêmes besoins. Par conséquent, la relation avec les agriculteurs s'en trouve modifiée.

Du fait de cette nouvelle population qui fait évoluer le monde rural, les territoires se sont engagés dans une mutation progressive. Qu'il s'agisse de la gestion et de la préservation des ressources naturelles, de l'intégration des contraintes périurbaines, du maintien d'un lien social et de l'emploi, les territoires doivent désormais intégrer à chaque étape de leur évolution les enjeux du développement durable. C'est exactement là que l'agriculture incarne à nouveau son rôle vis-à-vis de la société. Un rôle plus complexe et qui dépasse celui de fournisseur de matières premières pour l'alimentation, mais qui embrasse d'autres utilités collectives.

Avec son caractère multifonctionnel (alimentation, marchés économiques, préservation de la biodiversité, du paysage, emploi, tou-

risme), l'agriculture se retrouve au croisement des chemins, menant à la durabilité des territoires ruraux et à la prise en compte des enjeux environnementaux.

**« Nous n'avons pas attendu le Grenelle de l'environnement »**

L'environnement a été pendant des années hors du champ d'action du développement agricole et des politiques publiques. Avant la réforme de la PAC<sup>1</sup> de 1992, les soutiens couplés aux volumes produits incitaient à la production sans regard sur les conséquences sur l'environnement. Cette réforme fût d'ailleurs l'amorce d'une prise de conscience générale. Depuis les premiers Contrats Territoriaux d'Exploitation (CTE) jusqu'au vote de la loi Grenelle II, ces mesures illustrent l'adaptation des politiques publiques et l'intégration de l'environnement dans les préoccupations agricoles.

Pour les agriculteurs, le message est clair : « Nous n'avons pas attendu le Grenelle de l'environnement pour modifier nos pratiques », aime à rappeler Christophe Grison, Président de l'association FARRE<sup>2</sup>. En effet, les exploitants agricoles sont sortis de la vision simpliste d'une activité tournée exclusivement vers un objectif de production (objectif de l'après-guerre) et intègrent désormais aussi bien les enjeux économiques que ceux attachés aux aspects sociaux et environnementaux.

Même si la notion de rentabilité économique reste un facteur prédominant dans la prise d'une décision, les aspects tels que le respect de l'environnement mais aussi le souci d'un certain

<sup>1</sup> Politique Agricole Commune

<sup>2</sup> Forum de l'Agriculture Raisonnée Respectueuse de l'Environnement

confort de vie viennent compléter la réflexion quotidienne de l'agriculteur et la gestion globale de son système agricole. De même, l'entretien du paysage, du patrimoine bâti, la préservation de la faune et de la flore sauvage, sont autant de services rendus par l'agriculteur.

### **La rémunération des services**

La question se pose aujourd'hui de savoir comment doivent être rémunérés ces services dont la valeur est reconnue et appréciée par chacun d'entre nous.

Ces aménités positives inhérentes à l'activité agricole sont actuellement au cœur des préoccupations quant à la question de leur rémunération. En allant plus loin dans la réflexion, cela illustre parfaitement la volonté des agriculteurs de faire connaître et reconnaître leur métier aux yeux de la société pour enrayer les critiques qui ne cessent d'être proférées à l'encontre de la production intensive.

Depuis la crise de la vache folle, les agriculteurs ont pris conscience qu'il était nécessaire de mieux expliquer l'évolution de leur métier, sa technicité grandissante, et Hervé Guichemerre, agriculteur membre de FARRE, est l'un des premiers à avoir pris l'initiative de le faire : « On ne

peut rester sans rien faire ; notre métier n'est pas d'empoisonner, mais de nourrir et de préserver. Il faut communiquer sur ce que l'on fait ». C'est à cette date qu'il a décidé de rentrer dans le Réseau FARRE afin de devenir « Ferme de rencontre », pour communiquer et recréer le lien entre la société, l'agriculture et l'environnement. Être une ferme FARRE consiste à mener localement des actions auprès des journalistes, du grand public, d'élus locaux, d'associations de consommateurs.

Au niveau national, sous cette idée du « Forum », se forme un maillage important entre les différents organismes du monde agricole, à

l'image de cette volonté de consensus au sein de la profession agricole. Une économie pérenne, une intégration des enjeux environnementaux au cœur même des pratiques agricoles et une volonté d'échange et de communication, voilà en somme les fondamentaux portés par l'association FARRE.

### **European Initiative for Sustainable Development**

Dans la continuité de cette démarche, mais à l'échelle européenne, se trouve l'association EISA, « European initiative for Sustainable Development in Agriculture », association fondée avec l'objectif commun de développer et de promouvoir l'Agriculture Raisonnée à travers l'Europe. Les six pays membres de l'association que sont l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Suède, l'Autriche, les Pays-Bas et la France, s'investissent dans leurs structures respectives pour améliorer le regard porté par la société sur l'agriculture à travers des démonstrations de terrain. En tant qu'organisation, l'EISA tâche de travailler en relation avec les institutions européennes

pour contribuer au développement des politiques agricoles et environnementales. Grâce à l'expertise de chacun des pays membres, un document cadre, « The European integrated Farming Framework », a été rédigé décrivant de manière exhaustive les pratiques agricoles sur onze domaines, reflet d'une démarche globale. Ce document est voué à servir

d'outil d'aide à la compréhension et à la décision aussi bien pour les agriculteurs que pour les politiques.

Mais comme « longue est la route par le précepte, courte et facile par l'exemple » (citons Sénèque), voici donc ce qui est mené concrètement sur le terrain. Comme communiquer n'est pas une fin en soi, les agriculteurs FARRE veulent avant tout faire progresser les pratiques agricoles.

C'est ainsi que depuis 2005 le réseau FARRE s'est structuré autour de thématiques spécifiques. Le réseau spécialisé « Agriculture & Biodiversité »



Illustration : Gestion de la biodiversité. Implantation d'une haie et d'une bande de phacélie en bordure d'un champ de blé. Crédit : Marion Huré

a été créé en partenariat avec la LPO<sup>3</sup>, la FNAB<sup>4</sup> et la FNCIVAM<sup>5</sup> et cinquante agriculteurs FARRE ont participé à la réalisation de plans de gestion pour améliorer la biodiversité sur leur exploitation. Qu'il s'agisse de la restauration d'une mare, de l'implantation de haies ou bien encore des techniques de fauches permettant de préserver certaines espèces, les agriculteurs accompagnés de naturalistes ont mis en place de nombreuses mesures adaptées à leur système d'exploitation. Ce travail a d'ailleurs fait l'objet de la publication d'un guide technique et d'expérience qui permettra à d'autres agriculteurs de démystifier la mise en place de mesures concrètes pour améliorer la biodiversité au niveau de leur exploitation.

Cet exemple, parmi tant d'autres, reflète le type d'action qui peut être réalisé en mutualisant les moyens et les connaissances de chacun pour la durabilité de l'agriculture et des territoires. Les aménagements agricoles, les cultures et l'élevage ont structuré les territoires ruraux. Les effets positifs de ceux-ci ont permis le maintien de territoires vivants et écologiquement équilibrés. Or, sans ignorer les limites d'un système toujours plus productif, les agriculteurs doivent cependant chercher à positiver leurs actions qui sont la base de la richesse de leurs implications. ■

<sup>3</sup>- Ligue de Protection des Oiseaux

<sup>4</sup>- Fédération nationale de l'Agriculture Biologique

<sup>5</sup>-Fédération Nationale des Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural

## **FARRE**

Le Forum de l'Agriculture Raisonnée Respectueuse de l'Environnement est une association créée en 1993 et agréée Association de protection de l'environnement.

Le réseau FARRE compte 1 000 membres issus d'horizons divers : organismes du monde agricole et agroalimentaire, environnemental, de la santé humaine et animale, entreprises de l'amont et de l'aval de l'agriculture et, bien sûr, des agriculteurs.

L'objectif du réseau FARRE est de faire connaître et promouvoir l'agriculture raisonnée. Il est un lieu d'information, de promotion, d'échanges et de progrès concernant le développement durable en agriculture.

Pour en savoir plus : [www.farre.org](http://www.farre.org)

# Retour sur un débat Sol et Civilisation et AIMVER : « Faut-il encore défendre la ruralité ? »

Synthèse des propos par Philippe Ballan, président de l'AIMVER, et Yves Egal, agronome

Le 8 juin 2010, Sol et Civilisation et l'Association pour la Mise en Valeur de l'Espace Rural (AIMVER) ont co-organisé une matinée pour tenter de sortir des sentiers battus et mettre en débat la question suivante : « Faut-il encore défendre la ruralité ? ».

Bertrand Hervieu (sociologue), Bernard Marchand (urbaniste) et Jean-Claude Bontron (agronome) avaient été invités à donner leur avis. Cet article s'appuie sur la synthèse qui en a été faite dans la revue de l'AIMVER, *AIMVER-Infos*<sup>1</sup>.

**P**our Bertrand HERVIEU<sup>2</sup>, le monde agricole a gagné la partie, et en cela, la note projective du Comité d'Etudes et de Prospective au Ministère de l'Agriculture est très éloquente sur cette ruralité qui s'est construite "contre l'urbanité", ou plutôt qui aura urbanisé la campagne.

Cela donne aujourd'hui un contexte marqué par quelques grandes tendances :

- La résidentialisation : le "lamento" de l'exode rural a perdu toute signification devant la poussée démographique des résidences en commune rurale. Il ne faut pas chercher la réactivation de cet espace rural, mais bien celle de son urbanisation ! Ces "économies résidentielles" sont faites d'éléments marchands (produits, services) et d'autres non-marchand (espace et paysage), de concret et d'abstrait. Nous vivons dans des sociétés de multi-appartenance (plusieurs lieux de vie), ce qui n'est pas sans contradictions parfois.

- La fragilisation des modes familiaux d'exploitation : nous avons raisonné sur l'idée qu'il n'y avait pas d'autre façon d'organiser la production qu'en mobilisant la famille (patrimoine et travail). Ce n'est plus vrai : le système familial utilise d'autres formes d'organisation du travail, et surtout on assiste à l'émergence d'autres systèmes de production avec investissements et main d'œuvre non familiaux - l'agriculture intéresse le capitalisme.

- Des systèmes de production très différenciés : à côté de cette agriculture familiale, stable dans certains pays comme les Etats-Unis et dominante en Europe, se créent d'autres systèmes. Des États ou des opérateurs financiers développent des consortiums (Ukraine, Russie, Ouganda, Brésil et des pays d'Afrique) qui per-



Credit photo : Fotolia

mettent de mieux sécuriser les approvisionnements et qui sont établis dans une optique spéculative. Cela se voit aussi dans certains pays de l'Europe des 27 (Roumanie, Pologne, Hongrie). Un autre type, qui relève d'une agriculture de survie, sans véritable savoir, est composé d'un milliard de "ruraux pauvres".

- Des caractéristiques touchant directement les espaces ruraux et la ruralité : les processus de délocalisation/relocalisation et de spécialisation de la production ; la perspective très plausible d'une réduction à 200 000 exploitations (au lieu de 500 000 à 600 000) ; l'émer-

1 - Numéro 100, 2<sup>ème</sup> trimestre 2010

2- Sociologue et auteur du récent ouvrage « Les orphelins de l'exode rural » (Ed. L'aube)

gence de la "publicisation" des espaces ruraux ; c'est-à-dire l'entrée des espaces ruraux dans l'économie du bien public (biodiversité, paysages), non captables mais économiquement mesurables ; le changement d'acception du terme de territoire dans le débat public : espace social plutôt que géographique ouvert, et qui a pris le pas sur celui de commune de la III<sup>e</sup> République ; enfin, la mobilité de nos sociétés, qui deviennent précaires.

Selon Bernard MARCHAND<sup>3</sup>, urbaniste, le monde rural serait surreprésenté dans l'actualité parce que son importance économique serait surestimée par les Français : un comptage sur TF1 a montré qu'on y parle des paysans 20 à 25 fois par mois, alors que l'agriculture ne constitue que 3,5% du PIB (5,5% avec l'agroalimentaire), à côté l'industrie qui représente 16% (30% en Allemagne) et les services représentant 80%.

Pour près de la moitié des aides à l'agriculture (13 sur 31), la Cour des Comptes ne disposent d'aucune information sur les tenants et les aboutissants. L'ensemble des aides (dont la part UE, à peu près égale à ce que verse la France à l'UE) reçues par l'agriculture française était en 2000 de 26 milliards d'euros (4000 euros/mois/exploitation). 10 milliards d'euros correspondent au comblement du déficit des caisses agricoles de sécurité sociale par le BAPSA<sup>4</sup>, ce qui est égal à la moitié du déficit de la Sécurité Sociale.

L'espace rural a toujours eu la faveur de l'opinion publique, au moins depuis les barrières douanières inaugurées par Jules Méline, ce qui a fait accepter, depuis un siècle, de payer plus cher les produits agricoles : en 1995, le gouvernement achetait le sucre de betterave 4800 F/t et le blé 1300 F/t, quand Cuba ne vendait pas son excellent sucre de canne à 1200 F/t et que le blé valait 600 F/t à Winnipeg.

L'opinion publique est fortement influencée par une surreprésentation du rural dans les institutions républicaines, qui s'est maintenue depuis

3 - Auteur de : *Paris, histoire d'une ville XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle* – (Ed. Le Seuil, et *Les ennemis de Paris*). *La haine de la grande ville des Lumières à nos jours* – (Ed. Presses Universitaires de Rennes)

4- Budget Annexe des Prestations Sociales Agricoles, remplacé en 2005 par le Fonds de financement des prestations sociales agricoles (FFPSA), lui-même supprimé en 2009 en vertu de la Loi Organique Relative aux Lois de Finances (LOLF). Ces financements étaient assurés par un pourcentage de la TVA ou diverses taxes sur les produits agricoles. Aujourd'hui, la MSA supporte seule ces déficits

1884 malgré les bouleversements démographiques : 10 paysans du Gers ont à peu près le même pouvoir politique que 18 parisiens, marseillais ou lyonnais, et 2 électeurs de la circonscription la moins peuplée, en Lozère, ont le même poids que 11 électeurs de la plus peuplée, en Val d'Oise.

Seules trois régions françaises donnent plus aux autres qu'elles ne reçoivent : l'Alsace, Rhône-Alpes et surtout l'Ile-de-France, qui en 1995



Crédit photo : Sol et Civilisation

donnait en moyenne 10 000 F/habitant pour les régions rurales (chiffres UE/INSEE). La France de droite est ruraliste, et la France de gauche l'est aussi, ce qui est plus surprenant<sup>5</sup>.

Pourquoi cette idéologie française ruraliste ? Face à la vision protestante, anglo-saxonne et germanique de la nature (la protéger de l'homme) qui anime un mouvement écologiste, il y a une vision "catholique" de la nature, qui fait peur et que l'homme doit maîtriser.

Dernière manifestation du ruralisme/provincialisme : les 38 milliards d'euros du projet du Grand Paris ont été montrés comme un captage de la richesse par cette ville. Cela semble beaucoup, mais ce ne n'est rien comparé à ce que les franciliens donnent au reste de la France (soit 10 fois plus)<sup>6</sup>. La gare St Lazare, en travaux actuellement, n'a pas changé depuis le Second Empire !

5-Rappelons les travaux de Bertrand Hervieu (notamment *L'archipel paysan*, avec Jean Viard) montrant que l'identité paysanne est ressentie bien au-delà des seuls paysans : autres ruraux, retraités agricoles, descendants récents de paysans, soit près de 15% de la population

6- Les 38 milliards d'euros seraient remboursés en deux ans par les seuls transferts par l'Etat de l'Ile-de-France vers la province

D'après Jean-Claude BONTRON, agronome, pour répondre aux nouveaux enjeux de la ruralité il est indispensable d'innover. Beaucoup de voies existent pour la production agricole : la conquête de nouveaux marchés agroalimentaires, la valorisation de la biomasse, l'économie de production dans les zones dévitalisées. Pour l'amélioration de la vie locale, nous pouvons également nous appuyer sur la nouvelle attractivité du monde rural, répondre au défi du vieillissement, être plus compétitifs dans le tourisme et assurer la permanence de l'accès aux soins. Enfin peut-être inventer de nouveaux modèles sociaux : en tenant compte des petits revenus (les retraites agricoles en particulier) et d'une certaine "précarité silencieuse".

L'innovation consiste à créer de nouveaux produits ou procédés ; cela ne consiste pas uniquement à promouvoir de nouveaux secteurs, mais bien à introduire une technologie avancée dans des secteurs traditionnels. Cette technologie elle-même emprunte des champs non directement "techniques", comme par exemple l'organisation de ressources humaines (les formes sociétaires en agriculture), la commercialisation et mise en marché des produits (via les Associations pour le maintien d'une Agriculture Paysanne –AMAP-), les services liés au nouveau marché de l'environnement, l'utilisation des nouveaux moyens d'information et de communication (les bornes à code barre sur les sites patrimoniaux), etc.

Les acteurs de cette innovation sont les agriculteurs eux-mêmes, dont l'esprit d'entreprise est réel (une des premières corporations à avoir utilisé l'informatique) et qui ont dorénavant la formation et les capacités techniques équivalentes aux autres métiers. Les nouvelles populations apportent beaucoup, ne serait-ce que pour leur organisation propre, par exemple le télétravail. L'expérience montre également qu'une certaine dose d'effort public est nécessaire. Celle-ci a pris la forme d'appels à projets, comme pour les programmes LEADER et LEADER+ et leurs Groupes d'Action Locale (plus de 200 GAL aujourd'hui), les clusters et les Systèmes Productifs Locaux (SPL), et aujourd'hui les Pôles d'Excellence Rurale, (ou PER) (au nombre supérieur à 400).

En somme, s'il doit y avoir défense de la ruralité, c'est au bénéfice d'une nouvelle vision de l'espace rural qui intéresse la société toute entière puisqu'il est une ressource d'avenir.

Ainsi, ces trois regards montrent que si la ruralité a bien changé, elle reste un espace d'avenir à défendre pour ne pas être pensé en opposition à la ville mais comme un espace intrinsèque de développement et d'innovation. ■

## L'AIMVER

L'association AIMVER de « mise en valeur de l'espace rural » s'attache depuis une vingtaine d'années à une réflexion sur l'avenir de l'espace rural. Au départ association d'ingénieurs, très impliquée dans les problématiques de développement d'activités (artisanales, commerciales, voire industrielles) et en lien avec la DATAR, elle est engagée aujourd'hui dans une réflexion plus globale, incluant les politiques de protection et valorisation du patrimoine naturel et culturel.

La publication trimestrielle AIMVER-Infos est destinée à nourrir la réflexion des membres de l'association pour leurs actions bénévoles sur le terrain dans la France entière.

L'Association AIMVER et Sol et Civilisation ont développé depuis deux ans un partenariat dont un des volets concerne un échange éditorial.

## Evènement

### La biodiversité : place de l'agriculture entre nature et culture

Le 4 novembre 2010, soirée d'échange et de débat en collaboration avec FARRE Mayenne et l'association Nature et Paysages

Avec l'intervention de **Raphaël Larrère**, sociologue, directeur de recherches à l'INRA, spécialisé dans l'éthique environnementale.

Table ronde : « Biodiversité : quelle modalité de gestion pour les acteurs du territoire ? ».

Clôture par **Paul Pautrel**, président de l'association Nature et Paysages

► La soirée de débat aura lieu à Château-Gontier (53).

Renseignements : 01 44 31 16 61 ou [soletcivilisation@soletcivilisation.fr](mailto:soletcivilisation@soletcivilisation.fr)



Mayenne (53).

## Nos Cahiers



### Cahier N°1 - Se réappropriier les territoires, un enjeu de civilisation

Le premier numéro, préfacé par Jacques Proulx, président de Solidarité Rurale du Québec, reprend la question du territoire et s'interroge sur son intérêt pour l'homme dans le monde moderne qu'est le nôtre.

Commande auprès de Sol et Civilisation (10 euros + frais de port)



### Cahier N°2 - Revenir au territoire, un enjeu pour le développement

Ce cahier nous conduit à mettre en perspective la longue histoire du développement territorial, d'en tirer quelques fondamentaux et de montrer effectivement l'intérêt d'une approche territorialisée du développement dans un monde de plus en plus complexe.

L'ouvrage n'est plus disponible à la vente



### Cahier N°3 - Développement durable et territoire, un couple en devenir

L'objectif de ce Cahier est de montrer que le territoire peut être un espace de projet pertinent pour mettre en œuvre une stratégie intégrative et inventer aussi un autre développement. Nous l'abordons en croisant plusieurs thématiques : l'aspect territorial du développement, la vie sociale dans les quartiers difficiles, l'aménagement du territoire et l'économie, la gestion du vivant...

Commande auprès de Sol et Civilisation (15 euros + frais de port)

**Un nouveau numéro de nos Cahiers paraîtra début 2011. Il est en cours de réalisation et abordera les relations entre Agriculture et Société.**

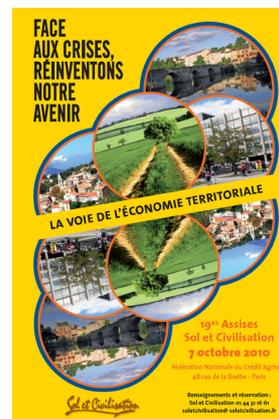
# Les 19<sup>es</sup> Assises de Sol et Civilisation

## Jeudi 7 octobre 2010 à la FNCA, Paris

### Face aux crises, réinventons notre avenir

#### La voie de l'économie territoriale

Entre l'économie globalisée et les économies alternatives, il y a probablement une troisième voie, celle de l'économie territoriale, qui saurait conjuguer proximité et ouverture, souci du local et performance des filières. Cette économie repose sur une mise en synergie des acteurs locaux, de leurs activités et la valorisation des ressources endogènes, matérielles et immatérielles. Des produits du terroir à l'économie du lien, en passant par le développement local, cette économie n'est pas nouvelle, mais elle se réinvente chaque jour et se montre créative et innovante. Face à la mondialisation qui s'accélère, face aux enjeux du développement durable qui nous interpellent, n'est-elle pas à encourager davantage ? Ne préfigure-t-elle pas l'économie durable que chacun cherche ?



**9 h 00** Ouverture par **Michel Ledru**, président de Sol & Civilisation

**9 h 30** Exposé de cadrage

#### FACE AUX CRISES, RETROUVER DES STRATÉGIES TERRITORIALES DE DÉVELOPPEMENT

**Bernard Pecqueur**, professeur à l'Université Joseph Fourier à Grenoble, directeur du département Territoires, préside un groupe de travail pour l'exercice de prospective de la DATAR « Territoires 2040 ».

**10 h 00** Expériences et initiatives

#### LE TERRITOIRE, CREUSET D'UNE NOUVELLE ÉCONOMIE

- **Charles Perraud**, ancien président de l'association nationale des sites remarquables du goût et fondateur de la coopérative « Les Salines de Guérande »
- **Béatrice Barras**, Scop Ardelaine (Ardèche)
- **Grégory Lannou**, coordinateur du Club d'écologie industrielle de l'Aube

**11 h 30** Échanges avec la salle

- Buffet -

**14 h 00** Table-ronde

#### LE TERRITOIRE POUR CRÉER ENSEMBLE DE NOUVELLES VALEURS

- **Jean-François Draperi**, maître de conférence, directeur du Centre d'économie sociale Travail et Société au CNAM
- **Christian Harbulot**, directeur de l'École de guerre économique
- **Manfred Mack**, consultant en stratégie
- **Jean Viard**, sociologue

**16 h 00** Clôture par **Jean-Marie Sander**, président du Crédit Agricole

Animation par **Dominique Viel**, chef de la mission de contrôle Écologie et Développement Durable au Ministère des Finances, administratrice de Sol et Civilisation.

#### Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA)

48, rue de la Boétie – 75008 Paris

Frais de participation : 35 € (déjeuner et Actes inclus)

Informations : 01 44 31 16 61 ou [soletcivilisation@soletcivilisation.fr](mailto:soletcivilisation@soletcivilisation.fr)

#### Sol et Civilisation

5, rue Joseph et Marie Hackin – 75116 PARIS

Tél. 33 (0)1 44 31 16 61

Fax 33 (0)1 44 31 16 74

E-mail : [soletcivilisation@soletcivilisation.fr](mailto:soletcivilisation@soletcivilisation.fr)

Directeur de publication : Michel LEDRU

Rédacteur en chef : Guillaume DHERISSARD

Coordinateur : Truong-Giang PHAM

Lecture et maquette : Karine VOLCLAIR et Prisca COURTURIER

La Lettre de Sol et Civilisation est tirée à 4 500 exemplaires  
Imprimerie L'ARTÉSIENNE – 62802 LIEVIN